



Editorial

Mobilisons-nous !



Virginie
Studemann-Wathier

DR

Avec 32,93 % de participation, l'élection de l'assemblée constituante n'a pas mobilisé les Genevoises et les Genevois. De plus, certains commentaires post-électorales se sont étonnés du cruel manque de femmes et de l'âge « avancé » des élus. C'est bien vite oublier que cette typologie des élu-e-s a longtemps prévalu. Les élections privilégient ceux qui sont très implantés dans la communauté et qui, par les années de vie politique ou associative, acquièrent une forte notoriété. Et malheureusement, les femmes n'occupent l'espace politique que depuis peu de temps.

Rappelons nous que le renouvellement des élu-e-s, avec des femmes, des jeunes, n'a été obtenu qu'en modifiant les règles du jeu: en limitant le nombre de mandats, en interdisant le cumul et en imposant la parité femme/homme. N'oublions pas dans nos débats que les noir-e-s ne sont presque jamais élu-e-s, que disparaissent de nos listes des professions ouvrières ou des chômeurs et chômeuses.

Soutenons toutes celles et tous ceux qui partent avec des « handicaps électoraux » et qui ont le courage de le faire, que les expérimentés aident les nouveaux; poursuivons le travail sur l'égalité: pour que les élu-e-s, faute d'être véritablement représentatifs de la société offrent une grande diversité: de sexe, d'origine, de profession, de mode de pensée! Travaillons avec les élues et les élus de la Constituante pour faire entendre la voix des personnes sous-représentées.

Un autre enseignement concerne la mobilisation des électeurs. La campagne de la liste socialiste pluraliste s'est construite sur un angle très fortement institutionnel. Le parti socialiste a trop souvent tendance à perdre sa spécificité: un discours institutionnel pour la constituante, un discours sécuritaire au PSS pour soi-disant faire revenir les électeurs et électrices de l'UDC. Les socialistes sont entendus et reconnus quand ils/elles cessent de vouloir ressembler aux autres et quand ils/elles défendent un discours social, un discours de gauche!

Et pour cela, rien de mieux qu'une nouvelle campagne sur nos préoccupations. Les votations du 30 novembre sont une magnifique occasion de réaffirmer notre engagement pour l'égalité des chances et le rôle essentiel de l'éducation et de la formation pour défendre le droit de recours des associations, le droit au logement, la prévention plutôt que la répression en matière de stupéfiants, la retraite à un âge flexible dès 62 ans... alors...

Mobilisons-nous !

Ecologie

Pour une véritable politique écologique

Les résultats politiques en matière d'écologie ne sont pas bons et risquent bien de rester globalement nuls tant que la droite, qui maîtrise l'essentiel des leviers de pouvoirs, ne connaîtra pas un mouvement vert « stimulant » (de ce point de vue, on préférerait voir naître des verts libéraux que les verts devenir libéraux).

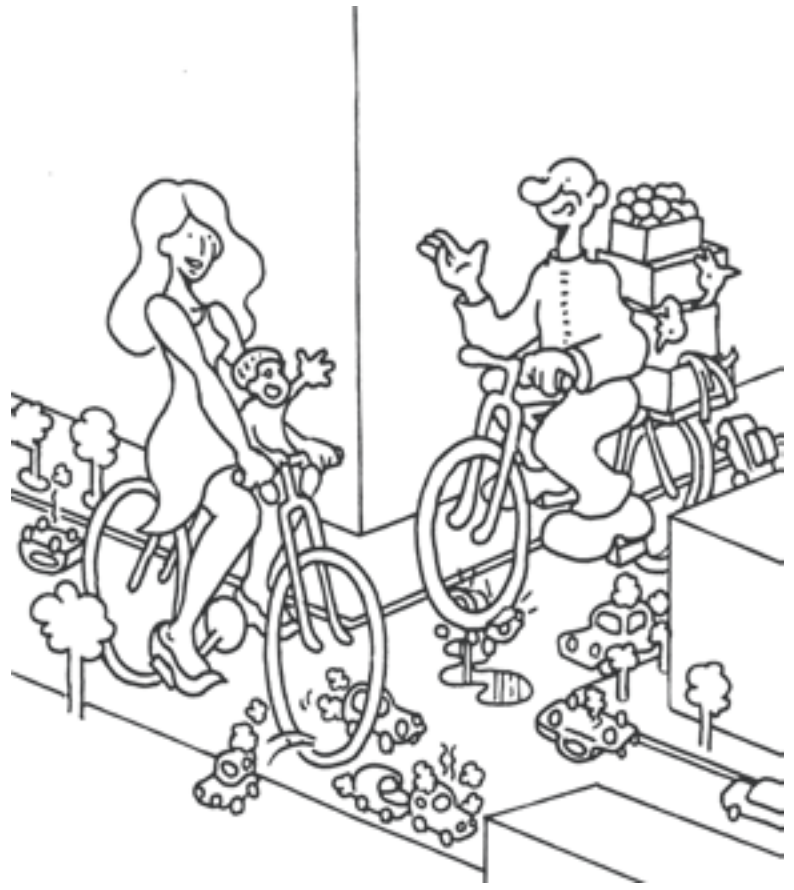
Grégoire Carasso,
Conseiller municipal

Limitons-nous, pour l'exercice politique, à accepter que l'écologie englobe une réalité vaste qui part des êtres vivants et s'interroge sur leurs relations avec le monde qui les entoure. Dans notre cas d'espèce, c'est d'abord de l'être humain et de la ville qu'il s'agit.

Pourquoi la ville ? En premier lieu, parce que les centres urbains produisent le 80% des gaz à effets de serre, consomment 75% de l'énergie mondiale et que les principales victimes de la pollution sont et seront les habitant-e-s des villes (50% de la population mondiale). En second lieu, parce que concrètement, bon nombre d'entre elles sont gouvernées par des majorités de gauche. Et même si la Ville de Genève possède infiniment moins de compétences que ses homologues suisses, il n'est pas concevable d'attendre la Constituante pour faire avancer nos projets. Mentionnons ici trois axes.

Dans le domaine de la mobilité, si le péage urbain ne semble pas praticable à Genève, le « laissez-rouler » ne saurait nous guider pour autant; à moins que l'on assume l'augmentation du trafic motorisé de 40% d'ici 2020, la récurrence des pics de pollution et les problèmes de santé publique qui vont avec. Les solutions, concertées avec les autres communes et le Canton, existent: instauration d'espaces à faibles émissions polluantes, soutien à l'amélioration de l'offre des transports publics, extension des zones piétonnes, limitation des places de stationnement, etc.

Mais autant ne rien faire si, le soir et le week-end, une fois que les banques ont fermé, le centre ville devient désert. Il nous faut donc poursuivre le soutien dans les quartiers aux activités économiques, sociales et culturelles, avec pour objectif la diversité et la proximité.



© aloys

Une autre écologie, inverser les rapports de force?

Enfin, la Ville de Genève doit impérativement réallouer une partie substantielle de ses investissements à l'entretien de ses immeubles. Il en va de la facture énergétique des locataires et globalement de notre bilan écologique.

Les exemples peuvent être multipliés à loisir (gestion différenciée des espaces verts, nourriture bio et de proximité pour les restaurants scolaires, etc.). Retenons deux lignes pour conclure: l'économie de marché n'intègre pas aujourd'hui le coût écologique de ses activités. C'est donc au pouvoir politique de faire pression pour que cela change et, dans l'intervalle, d'agir là où il le peut, avec pour allié-e-s toutes les autres villes responsables et motivées par une gestion de l'existence sur le long terme.

Votations



Points forts

Agenda / Cause toujours	p.2
Actualités	p.3
Débats: écologie	p.4-5
Grand Angle	p.6
Comme une cause: L'affaire TourneRêve	p.7
Portrait: Pascal Holenweg	p.8

AGENDA

Le **Parti socialiste Ville de Genève** s'engage dans la rue pour les votations sur le Cycle d'Orientation, des retraites flexibles, le droit de recours des associations et une politique responsable en matière de stupéfiants.

Pour en discuter et en débattre, retrouvez-nous aux stands ci-dessous:

VENDREDI 14 NOVEMBRE,
Migros de la Servette, 17h-19h

SAMEDI 15 NOVEMBRE,
Migros Plainpalais-Centre, 10h-14h

SAMEDI 15 NOVEMBRE,
Marché de Rive, 10h-12h30

VENDREDI 21 NOVEMBRE,
Migros de la Jonction, 17h-19h

SAMEDI 22 NOVEMBRE,
Migros Pâquis-Navigation, 10h-14h

SAMEDI 29 NOVEMBRE,
place du Molard, 10h-14h

Suivez les VOTES DES BUDGETS de la Ville et du Canton de Genève sur Léman Bleu :

VILLE

le samedi 6 décembre, dès 8h

CANTON

le vendredi 19 décembre, dès 8h

Vous désirez faire avancer vos convictions, participer à la vie politique?

Adhérez au Parti socialiste et participez au débat !

psvg@ps-ge.ch |
www.ps-geneve.ch |
022 338 20 78 |

Causes Communes directement dans votre boîte aux lettres tous les deux mois pendant 1 an? Seulement 10 francs! Abonnez-vous en écrivant au PSUG!

15 rue des Voisins | 1205 Genève |
par courriel: psvg@ps-ge.ch |
ou directement en ligne:
www.ps-geneve.ch, rubrique journal |

Intelligence démocratique du centre

Commentant la situation de son parti, le Conseiller national UDC Peter Spuhler, interrogé par la «Tribune de Genève» (du 21 octobre) reconnaît que *«l'UDC a manqué d'intelligence tactique»*...

... pourquoi *«tactique»* ?



DR

Reconstitution déambulante

«La longue marche pour la Constitution» : c'est le titre du «Courrier» (du 21 octobre) pour un article sur la mobilisation des mouvements sociaux boliviens en faveur de la nouvelle constitution. Bon, à Genève, la mobilisation des mouvements sociaux pour la Constituante a été un tantinet plus faible, mais on reprendra quand même le titre : *«La longue marche pour la Constitution»*. Mais vu l'âge d'une bonne partie des constituants, pour la longue marche, va falloir prévoir des déambulateurs.

La carpe d'or

Commentant le plan de sauvetage de l'UBS par les caisses fédérales et la Banque nationale, et l'absence de contre-partie exigée de l'UBS en termes de contrôle public de la banque, le président de la Confédération, Pascal Couchepin, s'est justifié en ces termes («Le Temps» du 17 octobre) : *«Nous ne souhaitons pas devenir des banquiers»*...

... non, seulement leurs carpettes...

Pétition UBS

signez en ligne

68 000 000 000.-

Pas d'argent public sans contrepartie

Je ne suis pas pour, mais ...

«Je ne suis (...) ni MCG ni partisan du populisme. Mais (...)», écrit Pascal Décaillet dans sa chronique de «La Tribune de Genève», le 29 septembre, après l'élection de Cerutti à Vernier...

Les phrases qui commencent par *«Je ne suis pas»* et se poursuivent par un *«mais»*, on connaît : *«Je ne suis pas raciste, mais... j'aime pas les nègres»*, *«je ne suis pas anti-sémite mais... les juifs sont partout»*, *«je ne suis pas xénophobe, mais... y'a trop d'étrangers»*, ...

Et donc, Décaillet n'est pas populiste, mais...

Le comble du stade de Genève ?

«Stade de Genève : viron le football» pour laisser place à des spectacles, puisque le foot ne remplit pas (et c'est rien de le dire) le stade, titre GHI du 24 septembre...

C'est un leurre. En réalité, c'est pas le football qu'il faut virer... C'est le stade.

ADM (Armée à démissionner Massivement)

Après le rejet de son programme d'armement de 900 millions, Samuel Schmid a déclaré qu'il allait *«réfléchir à (sa) démission»* (20Minutes.ch du 25 septembre)...

Et si on réfléchissait plutôt à la démission collective de l'armée ?



Millimètre : petite unité de taille

Milligramme : petite unité de poids

Militaire : plus grosse unité de dépense budgétaire ou plus petite unité d'intelligence

Vol au dessus d'un nid de coucou

Membre du Conseil d'administration des Services Industriels, et fouteur de merde au sein dudit Conseil, le Conducator du MCG, Eric Stauffer, est visé par une procédure entamée par le Conseil d'Etat pour *«violation de ses devoirs de fidélité et de réserve»* à l'égard de l'entreprise publique. Stauffer réplique : *«Si je suis le seul à bouger, c'est que les autres membres du Conseil d'administration sont lobotomisés»*.

C'est le retour à la psychiatrie des années soixante : l'électrochoqué contre les lobotomisés ?



DR

Dormeur du val...

Commentant la fusion des partis radical et libéral au plan suisse, le président des radicaux genevois, Hugues Hiltbold, estime qu'elle sera électoralement favorable, en donnant cet exemple («Le Courrier» du 28 octobre) : *«Dans le Val de Travers, le parti libéral-radical a obtenu plus de voix que les deux anciennes formations cumulées ne l'avaient jamais fait. C'est plutôt de bonne augure»*...

Pour gagner les élections dans le val de l'Allondon, sûrement...

Les opposés s'attirent ?

Dans un communiqué réagissant au résultat de l'élection de la Constituante, le PS déclare espérer dans la Constituante *«un dialogue constructif entre l'ensemble des élu-e-s»*. On se réjouit déjà du *«dialogue constructif»* entre Michel Barde et Christian Grobet.

Centrale chaleur-force du Lignon

Préparer l'avenir

La centrale thermique, un petit pas solidaire en matière de production d'énergie électrique. Un grand pas pour le futur des énergies renouvelables contre le nucléaire.

Alberto Velasco,
Député

L'attitude qui consiste à s'accaparer une énergie renouvelable produite par d'autres pour se pavaner en affichant simultanément qu'on s'approvisionne essentiellement en énergie propre est très critiquable. Surtout si, dans le même temps, on est incapable de satisfaire ses besoins avec une production autochtone.

Acheter de l'énergie sale, laisser la pollution chez les autres ?

En effet, alors qu'actuellement nous ne produisons que 22% de notre consommation électrique, nous devons importer le reste de l'extérieur. Par exemple, de l'électricité produite par une centrale à gaz au Luxembourg.

Il faut souligner que notre continent n'a pas encore la capacité de produire de l'électricité ayant comme source une énergie renouvelable capable de satisfaire la demande et que par conséquent, ce ne sont que quelques pays avantagés économiquement qui accèdent à ce privilège, laissant les autres s'alimenter en énergie sale et surtout supporter seuls la pollution.

Est-il responsable de se donner des airs écolos quand ce sont les autres qui supportent les nuisances pour que nous puissions respirer un bon air ?

Produire de l'électricité tout en chauffant à distance de nombreux ménages. C'est dans un tel contexte d'incertitude quant à la garantie de pouvoir approvisionner

permettra d'économiser plus de CO₂ qu'il n'en produit ! Contrairement à ce que prétendent les convertis de la dernière heure au développement durable que sont les radicaux, il ne s'agit pas de tourner le dos au projet de la société à 2000 Watts mais de mettre en place des solutions complémentaires.

La droite embourbée dans son propre déni démocratique.

Un autre argument exhibé par les convertis de la 25^{ème} heure est celui qui



le canton dans les années futures que se situe ce projet de centrale chaleur force. Un projet qui, tout en produisant de l'énergie électrique, permettra de substituer à un grand nombre de chaudières à mazout par un chauffage à distance produisant moins de CO₂ et de particules fines. Ce projet permettra d'économiser 58 000 tonnes de CO₂ par an. Au final, il

consiste à prétendre que le conseil d'Etat et les SIG tentent de court-circuiter le débat politique. Cet investissement ne faisant pas l'objet d'un projet, il ne sera pas soumis au référendum. C'est donc vrai, mais ni plus ni moins que le chantier de l'aéroport et ses dizaines de millions d'investissement. Ce déni de démocratie, on le doit pourtant aux radicaux et

libéraux qui ont permis que leurs investissements ne soient pas soumis au Grand Conseil et échappent ainsi au contrôle démocratique. Croyez-vous qu'ils changeront la loi, allons donc, ce serait trop beau. C'est ce que l'on appelle une attitude basement politicarde et empreinte d'un opportunisme électoral de la part d'une partie de l'économie.

Une solution transitoire équilibrée et performante

En résumé, cette centrale chaleur force est un excellent projet alliant production électrique, utilisation des rejets de chaleur pour chauffage à distance ayant comme corollaire une participation à l'amélioration de la qualité de l'air et à notre souveraineté énergétique. Il permet aussi d'être solidaire avec les autres pays et d'assumer une part de production de l'énergie électrique produite par de l'énergie non renouvelable, du gaz. J'insiste sur cette énergie, le gaz. Il s'agit avant tout à mon avis, d'éviter le nucléaire.

A force de s'opposer à des projets acceptables, de manière transitoire, comme celui-ci, on prépare le terrain aux lobbyistes du nucléaire qui n'attendent qu'une pénurie accrue d'énergies pour imposer leurs solutions. Oui, transitoire, car c'est une installation qui a une durée de vie de vingt ans mais dont la pénurie de gaz brandie par le convertis de la 25^{ème} heure aux alentours de 2050 n'en fait absolument pas une solution dépassée, bien au contraire.

Budget 2009 de la Ville de Genève

Un budget solidaire et responsable

Le Conseil administratif de la Ville de Genève a placé son projet de budget 2009 sous le signe de la «ville durable» et s'est donné quatre priorités.

Gérard Deshusses,
Président du Parti socialiste
Ville de Genève

Il s'agit de la poursuite de l'effort consenti en matière de politique de la petite enfance avec le développement continu de places de crèches, une gestion exemplaire des ressources humaines au sein des différents départements municipaux, une action renforcée en matière de voirie et de nettoyage, avec pour

objectif une ville propre et un soutien financier accentué auprès de la culture émergente.

Prestations et engagements municipaux maintenus, malgré le transfert de charges imposé par le Canton à la Ville de Genève

Ce projet de budget, qui répond globalement au programme de législature du Parti socialiste Ville de Genève, présente un bénéfice escompté de l'ordre de 200 000 francs, alors même qu'une fois encore - la dernière apparemment - l'Etat impose un transfert de charges à la Ville de 22,6 millions. Un tour de force qu'il convient de saluer - et dont il faut féliciter notre magistrate en charge des finances, Sandrine Salerno - quand on constate que l'ensemble des prestations et engagements municipaux sont pour le moins maintenus, sinon développés, notamment en ce qui a trait aux différentes subventions allouées.

En chiffres, les revenus de la Ville devrait s'élever en 2009 à 1067,7 millions de francs, les charges de fonctionnement ascendant à près de 999 millions et 95 millions étant prévus pour l'enveloppe des investissements (taux d'autofinancement de 72,5%), alors même que cette somme n'est utilisée, année après année, qu'à hauteur des trois-quarts.

Une gestion responsable

Et la dette de la Ville ? Une embellie, et pas des moindres. Suite aux résultats des comptes 2007, la dette municipale qui avait légèrement augmenté ces deux dernières années diminue de quelque 8% pour se situer de façon prévisionnelle à 1.700 millions. Un résultat d'autant plus encourageant qu'il convient de relever que par le biais des reports de charges, l'Etat a pesé ces trois dernières années (sans compter l'épisode rocambolesque du reliquat de 107

millions) de plus de 70 millions sur les différents budgets de la Ville.

Une assise politique sereine

A ce tableau réjouissant, reste néanmoins à ajouter un élément qui devrait encore susciter échanges et débats : les avantages financiers à satisfaire ou non à la fonction municipale, en lien avec les accords passés ou non avec les partenaires syndicaux.

Et puis, sans doute, confronter encore un projet de budget établi durant l'été, aux réalités d'une crise économique mondiale qui ébranle aujourd'hui les bases mêmes de nos sociétés libérales... des corrections, d'ici au vote définitif du budget en décembre, sont plus que probables, et à la baisse.

Votations



OBJETS FÉDÉRAUX

OUI à l'initiative populaire « Pour un âge flexible de la retraite »
2xOUI pour une politique raisonnable en matière de drogue
NON à l'initiative contre le droit de recours des organisations

OBJETS CANTONAUX

Cycle d'orientation : **NON** à une initiative qui exclut, **OUI** à un contre-projet intégrateur
 Nouvelle loi sur l'Université :
OUI à une loi qui donne à l'Université les moyens de réagir efficacement en cas de crise interne
 Loi constitutionnelle anti-dette : **NON** à un texte qui lierait les mains de la majorité



Petite histoire de la perception des nuisances

Le bruit et l'odeur

A travers un détour historique par la perception des nuisances, Isabelle Brunier nous interroge sur ce qui constitue actuellement, pour nous, la pollution en Ville.

Isabelle Brunier,
Historienne

La perception des nuisances dans la Genève de l'Ancien Régime, comme dans les autres villes d'Europe, se concrétisait principalement dans deux domaines: le bruit et les odeurs.

Olfaction

Le problème des odeurs était récurrent dans une ville corsetée dans ses fortifications et qui ne disposait pas de système d'évacuation des eaux usées avant le XVIII^e siècle. Les latrines publiques, appelées ici «privés» se déversaient directement dans le lac et le Rhône, au droit des places de Longemalle, du Molard et de la Fusterie, ou dans les fossés qui entouraient la ville et n'étaient pas toujours alimentés en eau. En été, par temps chaud et sec, ou en hiver, lors des périodes de gel, les latrines du Collège ou de la Treille dégageaient des odeurs nauséabondes qui importunaient aussi bien les écoliers que le gouvernement et le Consistoire en train de travailler !

De nombreuses activités professionnelles dégageaient également des effluves peu appétissantes. Les bouchers, dont l'écorcherie et les bancs de vente occupaient la place du Grand-Mézel et la partie occidentale de l'actuelle rue des Granges, égorgeaient les moutons sur place et laissaient bien souvent trainer carcasses, sang et abats au grand dam des habitants voisins. Les tanneurs, qui travaillaient à la Corratierie, en bordure de la ville jusqu'en 1540, s'installèrent dès cette date en l'Ile, et l'on devait reconnaître olfactivement leur présence en ce lieu. Les autorités et particuliers identifiaient bien la source des désagréments, réclamaient sans cesse de nettoyer les rues et d'évacuer les

fumiers mais se heurtaient à l'absence de solutions techniques satisfaisantes. Il faut se rappeler que de nombreuses écuries, abritant vaches et chevaux, existaient partout en ville et que seuls quelques puits et fontaines donnaient accès à l'eau...

Ouïe

Le bruit constituait également une nuisance reconnue, mais peut-être plus supportable, et donnant lieu parfois à des récriminations cocasses. Ainsi de Jean Calvin qui se plaignait en 1552 du bruit des enfants durant les sermons et demandait aux guets d'intervenir ! En 1577, à Saint-Pierre, c'étaient les hirondelles qui faisaient trop de bruit. Mais les habitants des quartiers avaient, eux, de meilleures raisons de se plaindre. Ceux de la Corratierie par exemple, qui combattirent le propriétaire d'un battoir à papier actionné par les eaux du Rhône et fonctionnant jour et nuit. Ils obtinrent l'arrêt de l'activité entre neuf heures du soir et quatre heures du matin. A plusieurs reprises les pasteurs et professeurs protestèrent contre le bruit des ouvriers de la Monnaie ou de la fonderie, qui les empêchait d'étudier. On y apportait des solutions diverses: parfois on proposait aux premiers un autre logement, parfois on demandait aux ouvriers d'interrompre leur travail, pendant les séances du Consistoire par exemple. Pour éviter ces inconvénients, certaines professions bruyantes étaient regroupées, tels les chaudronniers, dans la rue qui porte aujourd'hui encore leur nom.

Le niveau sonore atteint à l'époque devait cependant beaucoup être moins élevé qu'actuellement, et ce d'autant plus que presque tout s'arrêtait dès la nuit tombée. Dans l'obscurité des rues, on n'entendait plus alors que les pas des rondes de la garde !



DR

Genève: Espaces verts, aménagement, environnement

« Système de parcs » : une histoire en devenir

« Il manque, dans le système des espaces libres de notre ville, de nombreuses places de jeu, de repos et surtout de liaison de verdure. Il est souhaitable de pouvoir se rendre par ces liaisons, du centre de la ville à la périphérie et d'un parc à l'autre. Le plan des zones de verdure de l'agglomération future montre ce qui pourrait être fait dans ce sens... »



DR

Miltos Thomaïdes,
Architecte

Cette déclaration est tirée du rapport de la Commission d'étude pour le développement de Genève de 1948. Il révèle déjà l'importance des enjeux en matière de création d'un « système de parcs », appelé à devenir un outil de l'urbanisme d'après-guerre.

D'une grande générosité, le rapport de 1948 met en place un système de parcs partant du centre ville et s'étendant aux communes périurbaines. Il établit d'importantes liaisons de verdure, renforce le réseau d'espaces publics déjà existants et prévoit de grandes réserves destinées à un vaste parc autour de la Jonction, de part et d'autre des rives du Rhône et de l'Arve, et autour de la boucle de l'Arve au Bout du Monde.

Ouverture et salubrité des quartiers

En 1936, le plan directeur régional élaboré sous la direction de Maurice Braillard alors conseiller d'état socialiste au Département des travaux publics mettait en place des vastes zones appelées « surfaces publiques » reliant les quartiers entre eux et mettant en valeur le patrimoine naturel et paysager du canton. Le plan du rapport de 1948 poursuit ces principes, et met en place une véritable grille de végétation et d'équipements publics. Les prolongements de verdure sont pensés à partir du noyau Fazyte. Des parcs de tailles diverses assurent très régulièrement l'ouverture et la salubrité des quartiers. Les plus grands sont généralement constitués sur des entités naturelles ou des anciens domaines qu'ils permettent de préserver, tout en mettant à disposition l'espace nécessaire à la construction d'équipements publics. Corollaire de cet important système de zones et liaisons vertes, la forme privilégiée de l'urbanisation du territoire est celle des grands ensembles, Beaulieu, Vermont, Budé, qui permet d'assurer une continuité d'espaces libres et leur large pénétration dans la ville.

Ce système de parcs constitue un des éléments majeurs du paysage urbain genevois. Ses différents éléments ont eu à subir au cours du temps, une série de modifications: adaptation à la circulation automobile, changement d'affectation du voisinage et superpositions d'activités, perte de l'image d'origine par le remplacement des végétaux, des matériaux et du mobilier.

Actuellement, une image timide

Bien qu'ayant perdu de sa cohérence, ce système, élaboré dès 1850, a toujours une forte présence comme composante de la morphologie urbaine. Sa valeur tient autant comme partie structurante de l'agglomération, que comme témoin de pratiques urbaines et symbole de l'histoire des idées qui a modelé les espaces publics. Aujourd'hui le plan directeur de la ville de Genève en voie d'approbation présente pour le moment une image timide de ce qui est appelé « le maillage vert » qui, dans les faits, n'est autre qu'un état des lieux de la situation actuelle sans comparaison avec les généreux et audacieux projets de la première moitié du XX^e siècle. Espérons qu'une plus grande ambition saurait prévaloir.

Vastes espaces ou « pocket parcs »

Quant aux autorités cantonales, elles n'ont trouvé mieux pour recycler les matériaux d'excavation du CEVA que de proposer de combler une partie du lac entre Baby plage et le port de la Nautique pour la création d'un « parc », en total ignorance de l'histoire et des qualités paysagères du site, les parcs de la Grange, des Eaux-Vives ayant été aménagés trois siècles durant en relation étroite avec le lac tout proche. Pour finir sur le futur périmètre de développement du secteur Praille, Acacia, Vernets (PAV) là où un vaste espace était prévu pour l'aménagement d'un grand parc et des équipements publics, on se contenterait des quelques minuscules espaces résiduels appelés par euphémisme « pocket parcs ».

Pour une écologie sociale

Ecologie : Le droit à l'alimentation

Jean Ziegler, infatigable combattant pour le droit des plus fragilisés, révolutionnaire, camarade socialiste est aussi rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation. Dans ce numéro de Causes Communes consacré à l'écologie, il nous a semblé évident de nous inspirer de sa réflexion sur ce droit fondamental.

Sylvain Thévoz,
Ethnologue

A l'heure où un système financier vacille, et alors, que notre fragilité face à l'inconnu, à l'avenir, nous effleure, cette ombre d'inquiétude nous renvoie en négatif à la permanente indifférence avec laquelle le problème de la faim dans le monde lié à l'inégalité de la répartition des richesses est organisé.

A l'heure où chacun entonne son refrain sur comment faire voler à nouveau le Concorde financier, on peut se demander, avec une pointe d'horreur si l'égoïsme et le désir des plus riches peuvent créer autre chose qu'un renforcement de leurs intérêts particuliers, fussent-ils partagés; et si ceux qui sont restés à quai vont avoir voix au chapitre au moment de la redistribution des voies de dessertes des grands flux commerciaux. Les sans-noms, les sans-terres vont-ils devenir carrefour et non voies de service ou centrales de production uniquement? Les éléments



© Sylvain Thévoz

de médecine rectificative appliqués à la finance, appellent-ils à une thérapie radicale de la pensée?

Universalisation des égoïsmes

Au temps du prétendu grand marché

mondial où chacun parle de métissage et de créolisation, quel est l'objet réel ou le sujet de ces métissages? Ne s'agit-il pas plutôt d'une universalisation des égoïsmes sur le modèle des images Benetton, panachage transversal par classes sociales lié à une habile esthétisation de l'altérité visant toujours à rendre l'autre identique à soi-même? Enfin, assistons-nous à la victoire d'un modèle petit bourgeois, caste étendue d'*happy few* au détriment du plus grand nombre chaque jour plus fragilisé et dépossédé de ses sécurités fondamentales? Ziegler nous met en garde, rappelle infatigablement l'économie mystificatrice du système qui pousse à angoisser à mort le sujet en même temps qu'il le rassure à mort, et coûteusement, par l'adhésion à son propre système de références.

L'injustice, la souffrance, sont-ils des biens capitalisables en bourse spéculés à la baisse?

Une bulle virtuelle a éclaté. Un réel intangible est ramené à son contenu vaporeux avec des dommages réels, dans les têtes et les corps, pour les vivants. Mais par quel mystère des entreprises vendent de la gratuité et se saisissent gratuitement de biens coûteux? Et par quelle perversité un enfant continue de mourir de faim toutes les 7 secondes et les surplus de la Migros ou de la Coop à être passés à l'eau de javel ou incinérés? L'injustice, la

souffrance, sont-ils des biens capitalisables en bourse spéculés à la baisse ou méritent-ils une attention extraordinaire et extraite des champs marchands? Nous assistons à un combat radical non de civilisation mais éthique et existentiel. Des initiatives locales comme celles des associations d'agriculture contractuelle respectueuse de l'environnement sont à soutenir. Une taxation accrue des entreprises valorisant leur emballage ou leur produit au détriment de l'environnement, à défendre. Jean Ziegler, dans son dernier livre, «*La haine de l'occident*», nous rappelle que le scandale de la mort et de la souffrance fleurit en dehors de nos territoires qui en sont les virus plutôt que les anticorps. Tant que notre écologie sociale ne sera pas à la hauteur de nos possibilités d'accomplissement, il est à craindre que la violence contenue dans notre prospérité et notre plaisir alimenteront un terreau fertile pour l'expression d'une violence sans cesse accrue à l'échelle individuelle et mondiale.

POUR ALLER PLUS LOIN

Jean Ziegler, *La faim dans le monde expliquée à mon fils*, Seuil, 1999.

Jean Ziegler, *Le droit à l'alimentation*, Essai, mille et une nuits, 2002.

Jean Ziegler, *La haine de l'occident*, Editions Albin Michel, 2008.

Politique écologique et urbaine

La Ville, cœur du réseau environnemental de demain

En février 2005, le Protocole de Kyoto entrainait en vigueur. Signé par 156 pays, son but est de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine de 38 pays industrialisés. Or, force est de constater qu'à ce jour, l'objectif est loin d'être atteint. En lieu et place d'une diminution du niveau des émissions, on assiste à l'inverse.

© Sylvain Thévoz



Sandrine Salerno,
Conseillère administrative

Même imparfaitement appliqué, le traité possède certaines vertus, notamment celle d'avoir participé à la prise de conscience que nos modes de vie ont des impacts sur l'environnement. De plus, il a démontré que pour arriver à un résultat probant, tous les Etats mais aussi les collectivités publiques doivent se mettre autour de la table et aboutir à des solutions négociées. A ce titre, nous devons toutes et tous participer à l'effort commun et comme élu-e-s empoigner cette problématique.

Développer des politiques publiques offensives

En effet, à eux seuls, les centres urbains produisent 80% des gaz à effet de serre et consomment 75% de l'énergie mondiale. Abritant des grandes concentrations de population, d'infrastructures et de ressources, nos concitoyen-ne-s, et

particulièrement les plus défavorisé-e-s subiront en plein les effets du réchauffement: diminution de la qualité de l'air, pénuries d'eau, inondations accrues, accentuation des risques sanitaires, accroissement de la demande d'énergie, augmentation des migrations, perturbations économiques. Face à ces risques, il s'avère nécessaire et urgent de développer des politiques publiques offensives.

Travailler à une culture de la durabilité

Dès lors, la première chose qui s'impose est d'inverser la tendance et de passer d'une culture du « toujours plus » à une culture de la durabilité. Dans le cas d'espèce, il est impératif de diminuer les gaz à effets de serre. Cette volonté doit se concrétiser au travers de politiques publiques articulées, parmi lesquelles, le recyclage des déchets, l'utilisation de carburants non fossiles, le contrôle de l'étalement urbain, l'amélioration des transports publics, le développement de taxes, permis et autres instruments incitatifs et/ou répressifs. Par ailleurs, en proposant une politique de communication et d'information efficace, nous sommes en mesure d'influer sur le changement comportemental de l'administration et plus largement des populations résidentes.

Se saisir ensemble du Protocole de Kyoto

Conscientes de l'enjeu, des villes ont pris les choses en main. Le renouvellement du Protocole de Kyoto, qui arrivera à échéance en 2012, constitue une occasion de faire entendre leur voix au niveau international. En effet, si les décisions se prennent entre Etats, les politiques nationales s'appliquent sur les territoires urbains.

C'est pourquoi, afin de peser sur la détermination étatique et articuler une position commune lors des négociations en vue du renouvellement du Protocole, un réseau international de villes s'est constitué. Il s'agit ainsi de s'investir sur deux plans. D'une part, contribuer à inverser la tendance et diminuer les effets du changement climatique en favorisant des politiques respectueuses de l'environnement et, d'autre part, saisir l'occasion de renforcer la tradition et la capacité de Genève à être un lieu d'accueil et d'interface entre le monde des Etats et celui des réseaux de villes.

Le débat, commencé depuis plusieurs décennies, doit continuer à prendre de l'ampleur afin de construire un monde durable et plus juste!

Environnement, nature, culture ?

Sur le concept de nature

Le philosophe français Maurice Merleau-Ponty (1908-1961) enseigne au Collège de France de 1952 jusqu'à sa mort en 1961. Son enseignement reflétait sa recherche sur les relations de la perception et du langage, en vue de fonder une nouvelle théorie de la signification, un projet qu'il appelait «L'origine de la vérité».

Stefan Kristensen, Philosophe

Entre 1956 et 1960, il propose une série de cours sur le concept de Nature. Les notes de ces cours sont publiées en 1995 (M. Merleau-Ponty, La Nature. Notes. Cours du Collège de France, Paris, Seuil), mais les résumés étaient disponibles depuis 1968 (Résumés de cours. Collège de France 1952-1960, Paris, Gallimard).

Je relève ici quelques thèmes de ces cours pour souligner que toute enquête sur la notion de nature est en même temps aussi une interrogation sur l'histoire et la culture. Dans l'introduction au premier cours, il écrit qu'une philosophie « qui passe sous silence la Nature s'enferme dans l'incorporel et donne, pour cette raison même, une image fantastique de l'homme, de l'esprit et de l'histoire » (Résumés, p. 91). Par opposition, on voit que, pour Merleau-Ponty, la question de la Nature implique celle de la culture et de l'histoire.

En parcourant l'histoire de cette notion en philosophie occidentale (Descartes, Kant, Schelling, Bergson, Husserl), Merleau-Ponty retrace le passage d'une conception de la Nature comme un domaine neutre soumis à la vision et à la mesure de l'homme vers une conception de la Nature primordiale qui fonde et précède tous nos actes de conscience, contexte ultime de toute culture et de toute science.

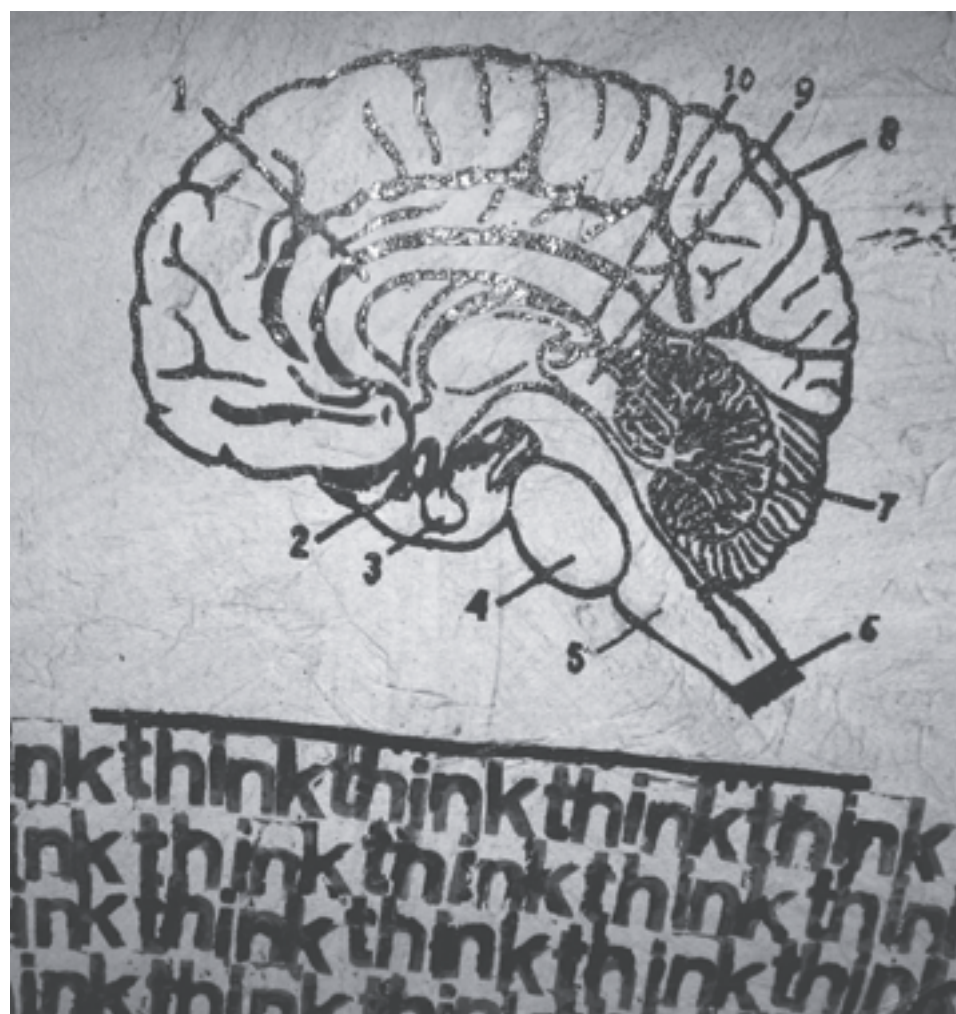
Rapport au corps, rapport au monde

Pour saisir notre rapport à cette nature qui sous-tend toutes nos activités, il faut prendre conscience du fait que notre rapport au monde passe par notre corps. Comme il le dit dans une formule très belle, « avant d'être manifeste et 'objective', la vérité habite l'ordre secret des sujets incarnés » (Résumés, p. 116).

En effet, ce que révèlent les études sur le comportement animal (déjà du temps de Merleau-Ponty), c'est que même les bêtes sont dans un rapport avec leur environnement qui leur apparaît comme un monde signifiant. Il y a donc une continuité entre la question de la Nature et celle de la signification, et donc du domaine de la culture.

La Nature, partie intégrante de notre vie sociale historique

Si l'on veut mettre ces considérations dans le contexte d'une politique écologique, il faut dire que l'attention à la Nature ne doit jamais être pervertie au point de concerner quelque chose d'extérieur à notre vie sociale historique. La Nature n'est pas le dehors de la culture, mais ce qui la rend possible, le fond sur lequel elle se détache. Par conséquent, l'écologie doit être une politique du corps, une politique du désir, et non pas une politique qui se contente d'en appeler à une conversion morale.



© Sylvain Thévoz

« La monstrueuse pathologie atomiste que l'on rencontre aux niveaux individuel, familial, national et international - la pathologie du mode de pensée erroné dans lequel nous vivons tous - ne pourra être corrigée, en fin de compte, que par l'extraordinaire découverte des relations qui font la beauté de la nature. »



© Sylvain Thévoz

Le développement durable, une nouvelle eschatologie ?

L'arnaque du pollueur-payeur

Nous sommes aujourd'hui tous conscients de l'importance à accorder à notre planète, à notre environnement, à le rendre durable. Ce dont nous sommes cependant moins conscients, c'est que l'effort qui nous est demandé est devenu une chose que nous qualifierons lapidairement d'un effet de mode, voire d'une attitude snob.

Jannick Frigenti-Empaña, Théologienne

Pourquoi snob ? Parce que, bien qu'il ne s'agisse pas de manger le camembert à la petite cuillère comme le préconisait Boris Vian, nous convenons en tant qu'individus que pour avoir l'air de sauver notre environnement, il faut être d'accord de payer. Payer en pièces sonnantes et trébuchantes (principe du pollueur-payeur) et payer de sa personne en se soumettant à l'achat de produits bio et d'énergies vertes, qui nécessitent un porte-monnaie bien garni.

Verdissons-nous mes frères !

S'il est évident que de parler d'un effet de mode ou d'une vision snob est provocateur, puisque nous savons et autres médias que la terre est en danger, que nous constatons les effets négatifs que nos attitudes et habitudes de consommation ont eu et ont sur notre environnement, il faut tout de même dire que le nouveau graal, la nouvelle eschatologie, le nouveau salut de l'humanité est l'écologie. Que ce soient les politiques qui se félicitent tous d'insérer le mouvement vert à leur programme ou le consommateur occidental qui tente de se verdier en payant ses taxes de compensation sur ses billets d'avion, son pot-au-feu bio et ses permis de polluer ; le but est notre salut.

Intercession obligatoire vers le salut

En d'autres temps, les indulgences (ces petits marchés entre l'homme et l'Eglise qui permettaient de s'acheter le salut) étaient ce que sont les taxes vertes aujourd'hui : une intercession obligatoire vers le salut. La promesse d'une vie meilleure si l'on fait suffisamment pénitence, si l'on se montre bien contrit, qu'on adhère sans réserve au trend de la mode ambiante, mais surtout, sans parler de changer de mode de vie et de pensée.

Notre salut - une planète propre - semble passer par des comportements

individuels déterminés et obligatoires (manger bio, utiliser une 4X4 hybride, changer son lave-linge tous les deux ans,...), parce que nous reconnaissons que si nous ne faisons pas quelques efforts, nos lendemains seront gris. Mais en fait, c'est quoi un monde meilleur avec le développement durable ? Nous ne savons pas vraiment, mais pour avoir bonne conscience, nous nous comportons comme il est bien de le faire, pour éviter le pire, qui lui, a la capacité d'être identifié et craint.

Affirmer qu'un autre monde est possible

Cependant cette perspective de grisaille nous demande autre chose que des achats et des comportements bien-pensants (à la mode et un peu snob), autre chose que des efforts pécuniaires. Pourquoi, si je veux vivre mieux je dois payer plus en achetant mes aliments plus chers, mes objets ménagers plus chers, mon énergie propre plus chère ? Pourquoi celui qui s'en fout, peut se dédouaner de sa pollution en sortant son porte-monnaie ? Quelle différence au final, pour ladite pollution ?

Cette perspective nous réclame autre chose que de suivre le mouvement et d'inscrire l'écologie dans des programmes politiques verdissant avec le prix du pétrole. La planète grise pour rester planète bleue doit réagir autrement et revenir à quelques fondamentaux de collectivité.

Il faut aujourd'hui repenser notre rapport à l'avenir et ne plus le baser sur la peur, sur la culpabilité. Soyons solidaires, travaillons collectivement et ne nous laissons pas paralyser par l'inquiétude.

Ayons le courage de remettre véritablement en question notre fonctionnement économique capitaliste basé sur l'individualisme et la croissance matérielle. Cessons de chercher à avoir bonne conscience et mobilisons-nous.

Notre Salut passe par l'ici, mais ensemble.

Gregory Bateson (1904-1980)

La souveraineté alimentaire est l'affaire de tous

L'affaire TourneRêve promeut la souveraineté

Quelle est la place que Genève veut donner à son agriculture à l'avenir? Sur quel mode celle-ci doit-elle être développée? Quelles nourritures voulons-nous dans nos assiettes, et découlant de quelles filières? Voilà quelques unes des questions essentielles que pose Reto Cadotsch, l'un des quinze producteurs de l'affaire TourneRêve, association défendant les principes d'une agriculture contractuelle de proximité. Tissant des liens forts entre la ville et la campagne, les producteurs et les consommateurs, l'affaire TourneRêve dessine des manières alternatives de produire et de vendre des biens alimentaires.

**Propos recueillis par
Sylvain Thévoz**

Qu'est-ce que l'affaire TourneRêve et quand débute-t-elle?

Reto Cadotsch : L'affaire TourneRêve débute en 2003 à l'occasion des 25 ans des Jardins de Cocagne. Dès 1996, Via Campesina a développé les principes de la souveraineté alimentaire et donné une impulsion nouvelle à nos réflexions. Nous avons alors compris que l'agriculture contractuelle pouvait se pratiquer non seulement dans une exploitation maraîchère mais aussi dans le domaine des grandes cultures (céréales, huiles, etc). L'idée politique de base repose sur la souveraineté alimentaire. Il en découle que c'est à la ville de décider où, comment, et dans quelles conditions sociales elle veut que sa nourriture soit produite. L'affaire TourneRêve, c'est une proposition de débat entre la ville et la campagne, une action concrète pour tisser des liens entre les deux.

Comment, pratiquement, tisser ces liens?

R.C. : Par le moyen de l'agriculture contractuelle. Les gens paient par avance le prix que coûte la culture de céréales. Le consommateur passe donc commande au producteur par le biais d'un contrat. En retour, il reçoit un panier de denrées avec ce qu'il a commandé au moment de la récolte. Ce qui compte avant tout pour nous, c'est de rémunérer le prix du travail. Si le consommateur veut des pommes, il faut avant tout payer le prix que coûte l'installation et l'entretien d'un verger. Les pommes ne sont que le résultat de ce travail. Un échange équitable ne se mesure pas dans les prix du marché des produits finis, mais dans une rémunération juste du travail que coûte sa production. TourneRêve défend une agriculture basée sur la rémunération correcte du travail des gens qui la font vivre.

Comment fonctionne TourneRêve?

R.C. : Les producteurs et les 1400 familles forment la base de l'association. En achetant le panier de dégustation, ces familles permettent à l'association d'être viable. Par la souscription à un panier, ils nous disent: nous voulons que nos aliments soient produits autour de Genève; la provenance ainsi que les conditions dans lesquelles ils sont produits ne nous sont pas égales. C'est un pas vers la souveraineté alimentaire.

Etes-vous suffisamment appuyés par le pouvoir politique dans vos projets?

R.C. : TourneRêve essaie de développer des contrats avec des communes. Certaines communes sont plus dynamiques que d'autres. Onex, avec René Longet à sa tête, en est un exemple. Leur équipe d'Agenda 21 est très dynamique. On travaille avec eux pour livrer les écoles ou

le service social. La commune nous achète ainsi des produits pour les plus fragilisés. Pour nous, le politique doit surtout mener le débat sur le rôle de l'agriculture. Il faut expliquer que celle-ci n'est pas un ennemi qui cherche à empêcher la construction. L'agriculture, c'est d'abord la source de notre nourriture. Il lui faut donc un certain espace.

Etes-vous globalement satisfaits de l'engagement du pouvoir politique concernant la question agricole?

R.C. : Cela dépend. Madame Salerno, par exemple, s'intéresse à ce que nous faisons. Elle pourrait mener un débat en ville sur la question de qui décide comment et par qui la ville est approvisionnée en aliments. Faut-il avoir une ceinture autour de la cité qui produise sa nourriture et avec laquelle on a un lien direct, ou bien cela nous convient-il de manger du boeuf argentin ou chinois? Le politique doit réfléchir à cela et orienter la démarche. Est-ce que cela a un sens pour la commune de lancer des mandats, de proposer à l'agriculture des orientations, comme cela a été fait à Onex? Cela appelle à un débat de fond.

L'agriculture Genevoise est-elle capable de nourrir toute la ville? En a-t-elle la capacité?

R.C. : Toute la ville, non. On pourrait peut-être en nourrir la moitié ou le quart. L'essentiel n'est pas d'atteindre une forme d'autarcie, mais de recréer un vrai lien entre la ville et la campagne. Soixante familles viennent cueillir des aliments ici. Ils paient un forfait et font eux-mêmes leur récolte. Si, à Genève, on utilisait un pourcent des surfaces réservées aux grandes cultures pour des projets communs comme celui-ci, cela donnerait à peu près 150 projets de ce type et l'on toucherait alors 30 000 personnes sur les 600 000 de l'agglomération genevoise. Quand 5% d'une population va chercher elle-même ses salades, c'est un mouvement culturel. A partir de là, le débat sur l'agriculture, l'écologie et l'environnement change. Acheter n'est jamais neutre. Car c'est forcément un soutien quelque part à quelqu'un. Maintenant, nous devons mettre le projet social au cœur de l'écologie. La ville a tendance à penser qu'elle n'a rien à voir avec l'agriculture, qui pollue et prend de la place. Cela entraîne une concurrence entre la ville et la campagne, sans qu'il y ait un véritable débat de fonds sur la manière de les faire cohabiter d'une manière fructifiante.

Comment envisagez-vous l'avenir de l'agriculture à Genève?

R.C. : Depuis 1950, la séparation s'accroît entre la ville et la campagne. Et aujourd'hui vit une des premières générations où ces liens sont radicalement coupés. Il y a encore 400 paysans à Genève. S'ils étaient 100 de plus, ce serait préférable, même si l'agriculture officielle dit le contraire, car ils veulent



DR

toujours que le nombre de fermes diminue, alors qu'il faut au contraire augmenter le nombre de paysans, avec une meilleure valorisation de nos produits. Car s'il n'y a plus qu'un seul paysan pour 100 hectares, il ne répondra plus à personne. Il prendra son tracteur et il foncera. Trop grand, il ne pourra pas valoriser sa production et sera encore plus soumis aux lois du marché mondial qui fait fi de la souveraineté alimentaire. S'il y a moins de paysans, l'agriculture de proximité va disparaître. Les grandes uni-

tés de production seront trop spécialisées, et ça ne vaudra plus la peine de faire vivre de petits projets comme TourneRêve.

Pour conclure, plus l'on est nombreux, plus nous avons de chances de faire une agriculture contractuelle de proximité en fonction des besoins de la ville. Les écueils sont nombreux, mais le défi est passionnant et pour réussir, il faut vraiment que la question agricole devienne l'affaire de tous.

COMMENT ÇA MARCHE?

1. Signez un contrat. Vous donnez ainsi mandat aux paysans de TourneRêve de cultiver pour vous les produits du panier 2008 pour un montant de 178.- francs. Le contrat vous donne droit à un panier d'aliments de base distribué en deux fois, en novembre et en décembre 2008.
2. Vous recevrez dans les semaines suivantes un bulletin de versement pour vous acquitter du montant de votre contrat.
3. Dans le courant de l'année, vous recevrez quelques bulletins d'informations, et nous vous inviterons à nous rencontrer lors d'apéritifs aux abords des cultures.
4. Dès que possible, nous vous informerons de la date et des lieux de distribution

Sauf demande de votre part, il vous sera attribué le plus proche de chez vous.

Au terme de la saison, nous vous communiquerons le bilan des activités de l'année.

QUE CONTIENDRA VOTRE PANIER EN 2008?

Huile de tournesol 2l, Huile de colza 2l, Epeautre boulgour 1kg, Farine d'épeautre 400g, Pâtes complètes à l'épeautre 1kg, Farine de sarrasin 400g, Farine de blé 1kg, Orge perlée 500g, Flocons d'orge 500g, Maïs pop-corn 500g, Millet 500g, Polenta 500g, Oignons 2kg, Pommes-poirs 10kg, Jus de pommes 5l, Jus de pomme-coings 3l, Pommes de terre 5kg, Lentilles 1kg, Miel 500g, Jus de raisin 5l, A choix, une saucisse.

CONTACT

L'Affaire TourneRêve - CP 2578 - 1211 Genève 2
tél. +41 (0)76 285 57 52

contact@tourneve.ch
www.affairetourneve.ch

AUTRES GROUPES organisés en associations ou en coopératives,
et qui proposent une agriculture durable et de proximité à Genève:

- Les Jardins de Cocagne, www.cocagne.ch, cocagne@cocagne.ch
- Les Jardins des Charrotons, www.charrotons.org, info@charrotons.org
- Les Cueillettes de Landecy, www.cueillettes.org, raeto.cadotsch@wanadoo.fr
- Les Vergers d'Epicure, www.vergers-epicure.ch, info@vergers-epicure.ch
- Le Panier à 4 pattes, www.paniera4pattes.ch, info@paniera4pattes.ch

Pascal Holenweg

Sage, fou et socialiste !

Engagé depuis 31 ans au parti socialiste, Pascal Holenweg n'a perdu ni son humour, ni son esprit critique ni sa capacité de proposition. Très engagé dans le domaine de la politique culturelle mais aussi sur les questions de solidarité internationale, il vient de s'opposer fortement aux principes de politique de sécurité formalisés par le parti socialiste suisse. Considéré comme « le fou » du parti par certain-e-s ou comme « le sage » par d'autres, ses positions, ses critiques et ses propositions tirent le parti toujours plus à gauche...

**Propos recueillis par
Virgine Keller**

D'où vient ton engagement politique?

Pascal Holenweg : Certainement du bain familial... mes parents étaient au Parti du Travail, on discutait politique à la maison. En 1952, (l'année de ma naissance), suite à une scission (je n'y suis pour rien...) ils ont suivi Léon Nicole avec une partie des militant-e-s pour créer un nouveau parti et ils sont partis avec lui... et 8 ans après l'aventure a pris fin. Mon grand-père avait déjà été carrément émis sur une liste de militants nicolistes et communistes privés d'une partie de leurs droits politiques en 1941, et mon père tenait une librairie où on vendait des livres soviétiques en français...

A quel moment es-tu passé à l'action politique?

P.H. : En 1968, j'avais 16 ans j'étais en apprentissage de commerce et j'utilisais les machines à photocopier de mes patrons pour faire des tracs et mobiliser les apprenti-e-s. Les premiers militants que j'ai rencontrés étaient les vieux anarchistes revenus très anticommunistes de la guerre d'Espagne et qui, eux, étaient « entrés en politique » par le syndicalisme, à l'époque des batailles menées par les chantiers par la « bande à Lucien Tronchet ». Une partie d'entre eux ont d'ailleurs adhéré au PS à la fin des années trente par anti stalinisme... j'ai fait la même chose 30 ans après...

Tu finis par adhérer au parti socialiste...

P.H. : En 1977 j'adhère à 25 ans, comme un moindre mal. Les organisations gauchistes étaient d'un sectarisme et d'un bureaucratisme effrayants. A quelques-uns ils sont capables de recréer la bureaucratie d'un Etat entier. Les anarchistes ne sont pas plus efficaces mais au moins ils ne s'amusent pas intellectuellement. A l'époque les verts n'existaient pas ou étaient réactionnaires.

Pourquoi adhérer à un parti alors ?

P.H. : Parce qu'on a besoin d'un instrument pour l'action politique. Tu peux entrer au PS et ne pas faire carrière dans le Parti, tu peux faire de la politique en étant à côté de l'institution... on est dans les institutions tout en voulant les changer..., cela nous rend schizophrène dans un certain confort... ailleurs je me serais fait virer tout de suite, les socialistes m'ont gardé.

Pourquoi les socialistes t'ont gardé?

P.H. : Un bout de mauvaise conscience sociale avec des racines historiques prolétariennes couplée d'une mauvaise conscience romantique... aujourd'hui, chez les socialistes, beaucoup ont de bons salaires et pas de soucis économiques mais ils viennent de milieux de condition modestes et ils continuent à défendre ces milieux et à chanter l'Internationale même quand il gagnent 10 000 ou 15 000 balles par mois... La mauvaise



DR

conscience peut être le départ d'une lutte... Jean Ziegler en a parlé dans ses livres...

Tu as été l'assistant de Jean Ziegler à l'Université. De quelle manière a-t-il marqué ton engagement ?

P.H. : En prouvant de toutes les manières possibles qu'adhérer au PS, et même en être un élu au parlement fédéral, ou être dans une institution (l'Université à l'époque, l'ONU aujourd'hui), ne réduit en rien notre liberté d'action et de parole... Bref, qu'un parti n'est pas une église, qu'on n'a pas à y communier, mais qu'il est un instrument dont on a à se servir — même si l'usage qu'on en fait n'est pas du tout celui que le parti lui-même souhaiterait...

Parfois on dit de toi que tu es le fou du parti, celui qui dit tout haut ce qui se chuchote...

P.H. : En échec le fou est une pièce importante... on peut gagner une partie avec le fou, avec le roi on ne peut que la perdre... les parti qui ne tolèrent pas le fou finissent par mourir. Aujourd'hui certain-e-s camarades de Solidarité viennent ou reviennent au PS, alors que le PS n'a pas fondamentalement changé depuis la création de SolidaritéS comme force « à la gauche du PS »... Il faudrait demander à ces militants pourquoi rejoindre le parti dont on dénonçait auparavant, non sans raison, les manques? C'est peut-être parce que ce parti a cette capacité d'intégrer les critiques internes.

Comment vois-tu le PS aujourd'hui ?

P.H. : On assiste à un moment de reflux politique, on se contraint à des combats défensifs qu'on perd assez souvent. Il est difficile de gagner de nouvelles avancées sociales et en même temps, la crise économique mondiale va peut-être permettre de reparler du socialisme en étant moins complexés...

Les socialistes suisses ont créé le débat sur la question de l'insécurité. Les réactions genevoises ont été très fortes contre les textes proposés au niveau suisse. Tu t'es fortement engagé contre ces textes en proposant une centaine d'amendements...

P.H. : Le texte du PSS reprenait, sans distance, le sentiment général selon lequel l'insécurité est causée par les jeunes, par les étrangers et donc par les jeunes étrangers... Il est vrai que statistiquement la délinquance est plus élevée chez les hommes jeunes, y compris chez les hommes jeunes et suisses... mais de là à fonder une politique sur ce constat... La société de consommation nous enjoint continuellement de consommer mais des catégories entières de la population sont exclues de cette société de consommation et ensuite on s'étonne que certain-e-s prennent le droit de consommer ce qu'ils n'ont pas les moyens de payer. Dans le débat genevois sur la mendicité la droite a fustigé la mendicité mais jamais la pauvreté qui conduit à mendier.

Les socialistes sont très actifs en Ville de Genève, comment vois-tu les enjeux actuels ?

P.H. : En ville, sur la culture ou l'aménagement on a perdu les squats, les lieux d'expressions culturelles alternatives. En même temps on a gagné le droit de vote des étrangers au niveau municipal... La Ville continue à voter à gauche et à être le terrain du progrès social. J'espère que les grandes communes urbaines vont travailler plus ensemble, se rapprocher et mettre en commun leur force de propositions et d'innovations. A quand des projets avec les communes de gauche de la France voisine (Ferney-Voltaire, Annemasse, Saint-Julien) ?

L'alternative (alliance politique entre le PS, les Vert-e-s et les 3 composantes de « A gauche toute ») semble avoir de la peine à fonctionner dans cette législature. Pourquoi ?

P.H. : Elle porte mal son nom, elle n'est plus un mouvement politique, c'est une addition de mouvements, inégaux... Avant c'était une vraie alliance entre le parti du travail, les socialistes et les écologistes. Depuis, l'extrême gauche s'est complexifiée, le PDT survit difficilement, les individualités des indépendants de gauche forment une composante inorganisée et SolidaritéS peine à s'imposer comme une « alternative » à la gauche institutionnelle. Cela crée une paralysie de l'alternative car on ne peut pas négocier avec des forces aussi peu clairement organisées. Les verts ne sont pas une force fondamentalement à gauche même si leur force vient souvent de gens de gauche... Enfin, pour exister, chacun-e tire sur les autres...

Selon toi les socialistes sont-ils/elles écologistes ?

P.H. : Les socialistes ont intégré les luttes écologistes depuis longtemps. Jusqu'à

maintenant, le développement durable est la position commune des verts et des socialistes, mais le développement durable ne met rien véritablement en question. Par contre, pour les socialistes, la décroissance pose de manière plus claire, et donc plus dérangeante, de nouvelles questions concernant l'ascension des classes sociales, le développement du progrès. Mais chez les vert-e-s aussi cela pose questions.

Tu édites chaque jour une page de ton journal « Cause toujours » sur ton blog et ces derniers mois on pouvait y trouver beaucoup de propositions pour la Constituante. Quelles sont les propositions auxquelles tu tiens particulièrement ?

P.H. : Sur la forme, j'espère que la Constituante s'ouvrira au maximum avec des séances publiques et qu'elle recevra les propositions de l'extérieur comme celles de l'intérieur. Sur le fond, à part évidemment le rétablissement de l'indépendance de Genève et son entrée en Europe, j'aurais proposé également que face à une loi violant les droits fondamentaux l'insoumission soit elle-même un droit fondamental et enfin, comme devise de la république : Ni dieu ni maître ! Ou alors : La liberté des autres étend la mienne à l'infini de Bakounine... Ou encore : On n'est pas libre tout seuls...

L'extrême gauche genevoise ne voulait pas de Constituante car elle craignait un démantèlement de certains acquis, penses-tu qu'il y a un danger réel ?

P.H. : Pas vraiment car il faudra proposer au peuple un consensus sinon l'addition des votes négatifs empêchera tout changement. Bien sûr, la droite va attaquer les droits démocratiques, en proposant une augmentation des signatures pour les initiatives et les référendums. Concernant l'architecture institutionnelle il y aura des tentatives pour démanteler les grandes communes urbaines ou renforcer les chefferies (gouverneur, Conseil d'Etat plus réduit et plus fort) Mais mon inquiétude à moi c'est qu'on ne change rien... Que cela reste un exercice intellectuellement intéressant mais politiquement inutile... une réunion de notables... et le résultat de l'élection de la Constituante confirme mon impression...



Retrouvez le contenu du quotidien **CAUSE TOUJOURS**, écrit, édité et diffusé par Pascal Holenweg sur :

<http://causetoujours.blog.tdg.ch> et
<http://holenweg.blogspot.com>